

Document

Sommet des monarchies du Golfe: l'union monétaire se précise.

Les chefs d'Etat des monarchies pétrolières du Golfe ont approuvé mardi le projet d'accord sur une union monétaire entre cinq de leurs pays, au terme d'un sommet à Mascate où ils ont appelé à un arrêt des attaques israéliennes meurtrières dans la bande de Gaza.

Les dirigeants des six Etats du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Oman, Qatar et Bahreïn) ont cependant préféré s'en remettre sur ce sujet à la communauté internationale, et à une réunion des chefs de la diplomatie arabe, mercredi au Caire.

Ils se sont contentés d'appeler dans un communiqué à un arrêt des attaques israéliennes à Gaza et à une protection internationale du peuple palestinien, trois jours après le début des raids israéliens à Gaza qui ont fait 367 morts et 1.700 blessés.

Lors de leur sommet, un rendez-vous annuel, les monarchies pétrolières du Golfe ont surtout fait avancer leur projet d'intégration monétaire, annonçant dans un communiqué avoir "adopté l'accord sur l'union monétaire (...) ainsi que le statut du Conseil monétaire".

Ils ont souligné la nécessité pour les pays membres d'"entériner rapidement l'accord pour mettre en place le Conseil", qui sera chargé de "prendre les dispositions techniques de l'union monétaire et de préparer la création d'une Banque centrale et le lancement d'une monnaie unique", selon le communiqué.

Cette initiative a été précédée par une ultime réunion mardi à Mascate des ministres des Finances du CCG, lesquels ont adopté la version finale de l'accord sur l'union monétaire, qu'elles entendent appliquer dès l'année prochaine pour lancer ensuite une monnaie unique, selon un responsable d'une délégation participant au sommet.

La même source n'a pas précisé la date du lancement de la monnaie unique, annoncée initialement pour 2010, une échéance très controversée entre les membres du CCG.

Lors de leur dernier sommet annuel à Doha, les dirigeants du CCG s'étaient réengagés en faveur de l'échéance 2010, bien que cet objectif collectif eut été remis en question par la décision d'Oman de se retirer du projet, et celle du Koweït de lier sa monnaie à un panier de devises plutôt qu'au seul dollar, dans le but de combattre l'inflation.

Sur la question de Gaza, apparemment embarrassés par l'appel du Qatar en faveur d'un sommet arabe extraordinaire sur Gaza, des partenaires de Doha au sein du CCG ont préféré s'en remettre à la Ligue arabe et à la communauté internationale.

"Le sommet appelle la communauté internationale à assumer pleinement ses responsabilités et à agir d'urgence pour faire cesser les massacres et les agressions perpétrés par la machine de guerre israélienne, et à assurer la protection nécessaire au peuple palestinien", selon le communiqué final du sommet.

Tout en exprimant leur "profonde inquiétude face à la flagrante agression israélienne contre le peuple palestinien", les chefs d'Etat du CCG pressent l'Etat hébreu de "lever le blocus inique imposé à tous les territoires palestiniens, y compris la bande de Gaza".

Mais les dirigeants des monarchies pétrolières du Golfe ont achevé leur sommet sans se prononcer sur la convocation d'un sommet arabe extraordinaire sur Gaza.

"Des contacts sont actuellement en cours entre les chefs d'Etat pour s'assurer que l'ordre du jour du sommet (arabe extraordinaire) conduira à une position arabe qui aidera les Palestiniens et confirmera le resserrement des rangs arabes", a déclaré le ministre omanais des Affaires étrangères, Youssef Ben Alaoui.

(AFP 30.12)